

Je me présente pour dire ce que personne n'osera dire, notamment sur l'islam



Le général Antoine Martinez, président des Volontaires pour la France, a fait connaître, il y a quelques jours, sa candidature à l'élection présidentielle de 2022. Il a accepté – ce dont nous le remercions – de répondre à quelques questions de notre fondateur, Pierre Cassen, sur le sens de cette annonce. L'entretien est beaucoup plus long que d'habitude, mais ce n'est pas tous les jours qu'on a la chance de discuter avec un candidat à l'élection présidentielle...

J'ai servi ma patrie pendant quarante ans sous l'uniforme

Riposte Laïque : Nos lecteurs vous connaissent mieux depuis que vous avez répondu à plusieurs de nos invitations parisiennes, et envoyé des messages amicaux à nos initiatives,

notamment à l'occasion de nos dix ans. Nous relayons régulièrement les articles que vous proposez, comme président des Volontaires pour la France. Pour les nouveaux lecteurs, en nombre non négligeable, qui nous rejoignent, pourriez-vous vous présenter plus précisément ?

Général Antoine Martinez : Je suis né à Oran, en Algérie, dans une famille ouvrière, ce qui ne me prédestinait pas à faire une carrière militaire. J'ai débuté cette dernière comme sous-officier dans l'armée de l'Air, puis j'ai intégré en 1974, par voie de concours, l'École militaire de l'air de Salon-de-Provence où j'ai choisi la spécialité « Renseignement ». Ma carrière d'officier m'a amené à connaître de nombreuses expériences professionnelles qui ont été toutes très passionnantes. C'est ainsi que j'ai acquis une certaine expertise dans le domaine du renseignement. Sur ce volet de ma carrière, j'ai eu l'occasion de travailler dans des organismes d'exploitation du renseignement (2^e Bureau de la Force aérienne tactique (FATAC), à Metz, direction du Renseignement militaire (DRM), à Paris) et de participer à de nombreuses réunions multinationales ou bilatérales avec les services de renseignement nationaux de pays partenaires. Et j'ai dirigé pendant six mois, en 1994, le bureau Renseignement du commandement du contingent français en ex-Yougoslavie. J'ai également acquis une expérience dans les relations internationales et le monde diplomatique en occupant les fonctions d'attaché de défense près l'ambassade de France au Danemark, pendant trois ans.

Il ne faut pas oublier le volet commandement qui, pour tout officier constitue un moment important car c'est une période unique pendant laquelle on commande des hommes. J'ai pu exercer ce privilège à deux reprises, tout d'abord sur la base aérienne de Nancy pendant deux ans, alors que j'étais commandant, avant d'intégrer, par voie de concours, l'École supérieure de guerre aérienne et le Cours supérieur interarmées, à l'École militaire à Paris. Puis plus tard, à

mon retour du Danemark, j'ai commandé la base aérienne de Rochefort, en Charente-Maritime, sur laquelle est stationnée l'École de formation des sous-officiers de l'armée de l'air. Enfin, j'ai terminé ma carrière à Paris, dans un contexte interministériel, à la direction des Affaires internationales et stratégiques au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), en qualité de chargé de mission.

Mais vous savez, lorsqu'on a servi son pays, sa patrie, pendant une quarantaine d'années sous l'uniforme et qu'on a exercé certaines fonctions, il est difficile de tourner la page complètement et j'ai donc décidé de continuer à servir d'une autre manière en m'engageant bénévolement dans le monde associatif et patriotique en m'imposant inévitablement quelques contraintes. Cela m'a d'ailleurs poussé à publier deux essais (1) ainsi que des éditoriaux/tribunes/chroniques que vous diffusez aimablement sur votre site. J'ai ainsi endossé tout naturellement, depuis de nombreuses années, le costume de lanceur d'alerte en prenant, il faut bien le reconnaître, des risques, car tenu au devoir de réserve, j'ai considéré avoir non seulement un droit d'expression comme tout citoyen, mais un devoir d'expression que j'estime aujourd'hui légitime en raison de la situation à laquelle est confronté le pays.

(1) Devoir d'expression d'un citoyen (pas) ordinaire – Éditions Amalthée

Quand la Grande Muette prendra la parole – Préface de Ivan Rioufol – Éditions Apopsix

Les Volontaires pour la France, un groupe de patriotes déterminés

Riposte Laïque : Pour nos nouveau lecteurs encore, pourriez-vous présenter l'association que vous présidez, « Les Volontaires pour la France » ?

Général Antoine Martinez : Volontiers. Je le ferai en

m'appuyant sur ce qui me paraît représenter des marqueurs spécifiques à notre organisation et qui s'inscrivent dans une évolution chronologique qui lui a permis de mûrir et de s'affirmer comme l'une des organisations patriotiques aujourd'hui incontournables, me semble-t-il.

Tout d'abord, s'agissant de la création de notre organisation, un groupe de patriotes issus d'horizons divers, inquiets de l'évolution du pays en raison du manque de clairvoyance et de courage politique face à une immigration de culture différente, non contrôlée, massive et devenue de peuplement, et déçus des partis politiques trop souvent préoccupés par les scrutins successifs et les parcours personnels, ont décidé de mettre sur pied les Volontaires Pour la France en 2015. Je précise que je ne faisais pas partie de ce groupe qui a fondé les VPF dont j'ai fait la connaissance lors de sa première convention tenue en octobre 2015 à Carcassonne et à laquelle j'avais été invité comme intervenant.

J'indique également que cette organisation n'a pas de vocation électorale mais s'est fixé comme mission de défendre l'identité nationale, de lutter contre l'islamisation du pays et de dénoncer la confiscation du pouvoir populaire par des groupes de pressions internationaux. Enfin, en juin 2016, Ivan Blot, ancien député français et européen, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et moi-même, officier général de l'armée de l'air en 2^e section, avons été sollicités pour prendre la présidence des VPF. Les statuts de l'organisation ont alors été déposés, officialisant ainsi la naissance de notre mouvement.

Ensuite, je dois faire état d'un événement révélateur de la mise en application de nos valeurs d'aide et de solidarité à l'égard de nos compatriotes plongés dans la difficulté ou menacés dans leur vie quotidienne. En juillet 2017, une famille avec trois jeunes enfants résidant dans une cité dans la commune de Elne de 8 500 habitants située dans le

Roussillon, était harcelée par un voisinage hostile et conduit par les membres d'une association communautaire locale. En raison des menaces proférées, cette famille a dû, pour sa sécurité, se résigner à déménager. Devant le refus du maire de sécuriser cette opération de déménagement, les VPF du secteur ont décidé de prêter main forte à la famille en sécurisant le déménagement et en l'aidant financièrement à se réinstaller. Cet épisode a constitué un exemple de cette capacité pour les patriotes de réagir rapidement et collectivement à une situation et permis de comprendre la nécessité de la développer pour les situations difficiles ou conflictuelles à venir.

Par ailleurs, cette année 2017 a également été marquée au mois d'octobre par un événement interne à notre organisation, aboutissant à l'exclusion de deux des membres de notre comité directeur en désaccord avec nos règles. En réaction, une poignée de cadres décidaient de les suivre pour fonder une structure dissidente. L'immense majorité des membres sont cependant restés fidèles aux VPF et à ses statuts. En juin 2018, ces deux membres exclus étaient arrêtés par la police avec un groupe d'une dizaine de personnes soupçonnées de velléités terroristes. Cette affaire, une rupture douloureuse il faut le reconnaître, a confirmé la justesse de la ligne choisie par notre mouvement dans ses engagements patriotes fermes mais respectueux de la loi.

Enfin, forts des expériences vécues au cours de ces quatre ou cinq années d'existence et de fondamentaux solides adoptés, les VPF ambitionnent de devenir un mouvement de large rassemblement, non électoral mais engagé politiquement car capable tout à la fois de promouvoir ses idées patriotiques, de préparer la nécessaire alternative au système catastrophique actuel et d'apporter à ses membres – c'est important – les connaissances et les réseaux qui leur permettront de faire face aux dangers qui s'annoncent, engendrés par au moins quatre décennies de lâcheté et de

renoncements. Notre organisation dispose d'un site internet (<https://volontaires-france.fr/>) qui diffuse une lettre hebdomadaire en fin de semaine. Ceux qui le souhaitent peuvent nous rejoindre en consultant notre site pour adhérer moyennant une modeste cotisation.

Je terminerai en précisant que cette ambition repose sur deux principes d'action complémentaires et qui s'alimentent l'un l'autre, influence et résistance qui visent à peser sur les prises de décisions de nos dirigeants politiques. D'où l'importance et la nécessité de resserrer et d'alimenter les rangs pour que dialectiquement parlant la quantité deviennent une qualité en mesure de peser.

J'ai donc décidé d'être un lanceur d'alerte, contre l'invasion de mon pays et son islamisation

Riposte Laïque : Vous venez donc de lancer un Appel aux Français, expliquant que la situation de la France était tellement grave que vous présentez votre candidature aux élections présidentielles de 2022. Quel a été le déclic qui vous a fait prendre cette courageuse décision ?

https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=dS0AkjesmtY&feature=emb_logo

<https://www.youtube.com/watch?v=1fQFIos9x4M>

Général Antoine Martinez : Vous savez, depuis la fin de ma carrière dans l'armée de l'Air, j'ai voulu continuer à servir mais d'une autre façon en m'exprimant notamment sur des sujets qui touchent aux intérêts et à l'avenir de la France et de la nation française que j'ai servies et défendues sous l'uniforme pendant une quarantaine d'années. Mon investissement dans le monde associatif et patriotique, puis dans ce mouvement des VPF plus engagé politiquement, il faut bien le reconnaître, a été pour moi essentiel puisqu'il m'a amené à échanger l'épée

contre la plume – une arme d’une autre nature qui peut être tout aussi redoutable, voire plus – pour endosser cette fois le costume du lanceur d’alerte en raison d’une détérioration constante de la situation du pays depuis de nombreuses années. Cela m’a d’ailleurs conduit à publier deux essais (1), le premier plus que jamais d’actualité (seuls les chiffres mentionnés mériteraient d’être actualisés à la hausse, bien sûr, le second, préfacé par Ivan Rioufol et rassemblant chronologiquement toutes mes interventions depuis 2009 jusqu’à l’élection du Président américain, Donald Trump. Ce second ouvrage pourrait d’ailleurs être complété par la période comprise de la fin de l’année 2016 à aujourd’hui. On y constaterait l’accélération de l’aggravation de la situation de notre pays.

Et à cette vocation de lanceur d’alerte qui vous expose – vous en savez quelque chose Pierre – s’est ajouté, avec la présidence des VPF, un engagement politique plus marqué, orienté vers la défense de notre identité et la lutte contre l’islamisation de notre société et, depuis le déclenchement de cette submersion migratoire de l’été 2015, et toujours en cours, contre l’africanisation de l’Europe. Il faut d’ailleurs dire à nos compatriotes ce que les dirigeants politiques ne leur disent pas car ils sont obsédés par les échéances électorales qui les maintiennent dans le court terme. Ils sont en outre peu lucides en matière de géopolitique, de géostratégie, de démographie et manquent de vision à long terme, capacité pourtant essentielle en politique, me semble-t-il, lorsqu’on préside à la destinée d’un pays. Pour revenir donc sur cette invasion migratoire déclenchée à l’été 2015, il s’agit en fait d’une attaque sans précédent des peuples européens engagée par l’État islamique qui l’avait promise en fin d’année 2014 avec la complicité active de la Turquie et de la Libye. L’objectif visé était et reste double : destabiliser dans un premier temps les pays européens, puis les déstructurer sur le long terme avec une arme redoutable, la démographie. Et cinq ans après, la situation continue de

s'aggraver avec aujourd'hui un ennemi qui s'est démasqué complètement, la Turquie, présente dorénavant en Syrie et en Libye au mépris du respect des règles internationales et aux côtés notamment des Frères musulmans et des djihadistes. Cet ennemi déclaré envisage de punir l'Europe prise ainsi en tenaille en engageant, quand le Président turc le décidera, une nouvelle grande vague migratoire en direction de la Grèce et de l'Italie. Cette Turquie n'a plus rien à faire dans l'Otan. Cette organisation ne protège absolument pas l'Europe et est donc devenue non seulement inutile mais surtout un obstacle à la prise de conscience des peuples européens, et donc de leurs dirigeants, de la nécessité de s'investir dans leur défense. Cela dit, cet épisode dramatique d'invasion ou de submersion qui frappe l'Europe depuis 2015 et la menace directement sur plusieurs plans (sécuritaire, économique, culturel, identitaire...) se produit, il faut le souligner, après plus de quarante ans, notamment pour notre pays, d'un laxisme total et d'un manque de clairvoyance qui ont conduit à l'installation d'une immigration extra-européenne massive, non contrôlée, une immigration de peuplement de culture incompatible avec nos valeurs et donc source de conflits. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes, il ne faut pas les ignorer : plus d'un habitant sur cinq et d'une naissance sur trois sont aujourd'hui d'origine extra-européenne dans notre pays. Tout bon démographe est en mesure à partir de chiffres, de tendances et de données ethno-culturelles à se projeter à 50 ans pour donner une analyse objective sur l'évolution de la population présente sur le territoire. Sans volonté des dirigeants politiques de corriger les choses, que ce soit en matière de flux migratoire incompatible, voire hostile à notre culture, ou que ce soit en matière d'accès à la nationalité française, le tout sans l'aval du peuple autochtone qui est pourtant le premier concerné, il est clair que l'identité du peuple français est en voie de sérieuse fracture qui mènera inévitablement à la libanisation de notre société.

D'ailleurs, en cet été 2020, on peut constater les résultats

concrets, conséquence de cette immigration subie depuis plusieurs décennies, à savoir « l'ensauvagement » de la société, terme utilisé par les médias pour cacher une réalité beaucoup plus cruelle et insupportable qui accable quotidiennement les Français. De plus, depuis plus de quarante ans, les Français sont les victimes d'une propagande ignoble conçue par l'idéologie droitdelhommiste qui les a formatés et enfermés dans un état de culpabilisation et de repentance injustifié qui les a conduits à la haine incompréhensible de soi. La conséquence est l'inversion des valeurs : dans la nouvelle sémantique, les victimes sont devenues les bourreaux et les bourreaux sont devenus les victimes. On en arrive ainsi à une situation délirante avec par exemple ces manifestations organisées par une famille de délinquants en soutien de l'un des frères mort après son arrestation par les gendarmes en 2016 et qui crachent aujourd'hui sur la France. C'est également la confrontation armée entre bandes rivales ou entre communautés. Ce sont les guets-apens tendus aux policiers, aux pompiers, aux services médicaux d'urgence avec manifestement la volonté de tuer. Ce sont, enfin, les meurtres ou les assassinats contre les Français traités par les médias comme de simples faits divers et par nos dirigeants politiques comme des incivilités alors que ce sont en réalité des actes ou des crimes racistes. Et puis, il ne faut pas oublier, le comportement hors-sol de nos dirigeants politiques et en particulier du premier d'entre eux qui manifestement n'aime pas son peuple et met ce dernier en danger face à l'esprit totalitaire. Ne respectant lui-même ni la Constitution ni la loi, il renonce à les faire respecter. C'est ainsi que malgré l'évidence du danger, il ne mènera aucune action, ni contre une submersion migratoire hostile à notre civilisation et à notre culture, ni contre le séparatisme islamique. C'est suicidaire et c'est donc à l'effondrement de l'État de droit choisi délibérément auquel nous assistons. On peut donc dire que l'État trahit la Nation.

C'est donc tout cela – et notamment ce que le pays vit depuis

six mois – qui m’a conduit à cette décision grave. Je n’ai pas porté l’uniforme pendant une quarantaine d’années au service de l’État et de la Nation pour rester silencieux face aux drames qui s’annoncent en raison du renoncement coupable de nos dirigeants politiques. Il faut impérativement créer les conditions d’un sursaut qui ne viendra certainement pas des élites politiques progressistes et mondialistes, mais du peuple lui-même qui doit se réveiller pour reprendre son destin en main. J’espère pouvoir le lui permettre.

Moi, je ne dirai pas aux Français que l’islam est compatible avec la République...

Riposte Laïque : Le camp patriote a pourtant une candidate, qui s’est déclarée depuis un moment, Marine Le Pen, présente au deuxième tour en 2017. Nicolas Dupont-Aignan a également exprimé l’envie de se présenter à cette élection de 2022. De nombreux Français espèrent la venue d’un homme fort, capable de fédérer autour de lui l’ensemble de la famille. Pensez-vous pouvoir être cet homme ?

Général Antoine Martinez : Écoutez, la situation qui prévaut aujourd’hui sur le plan politique dans la perspective de l’élection présidentielle de 2022 me semble très différente de celle de 2016/2017. Il y a quatre ans, le nombre de candidats pouvant espérer accéder au second tour étaient au nombre de quatre. Les résultats du premier tour étaient pour ces quatre candidats, il faut bien le reconnaître, proches les uns des autres. Mais les Français savaient, avant même le scrutin, que Marine Le Pen serait présente au second tour de l’élection présidentielle. Et d’ailleurs, c’est bien pour cette raison que le pouvoir en place l’ayant bien compris, et pressentant dès le printemps 2016 une disqualification en raison d’un quinquennat désastreux pour la nation française, a tout fait pour saboter l’élection au détriment du représentant de la droite classique qui était donné gagnant. Ce coup particulièrement tordu – qui montre d’ailleurs jusqu’à quelles extrémités ces « professionnels » de la politique sont prêts –

a profité finalement à l'actuel Président contrairement à ce qui était probablement espéré par son prédécesseur conduit en fin de compte, au mois de décembre 2016, à devoir renoncer à se représenter.

Par ailleurs, à partir du moment où la candidate du Rassemblement National (RN) ne pouvait compter sur aucune alliance car toujours diabolisée et que même les responsables de Les Républicains (LR), floués par ce hold-up démocratique, appelaient à voter pour M. Macron, Marine Le Pen ne recueillait qu'un peu plus de 11 millions de voix, performance fort honorable il est vrai par rapport aux scrutins précédents mais ne lui permettant pas d'accéder à la magistrature suprême. De plus, ce résultat honorable est probablement dû en partie, d'une part à l'accord passé après le premier tour avec M. Dupont-Aignan, d'autre part aux voix de citoyens peu enclins à voter RN mais en revanche viscéralement opposés à M. Macron.

Aujourd'hui, la situation sur l'échiquier politique est très différente. Le quinquennat désastreux de M. François Hollande a mené la gauche et notamment le Parti socialiste (PS) dans le gouffre. Une partie de ses membres a rejoint l'actuel Président, le reste est en totale perdition sans personnalité en mesure de tenter une renaissance de ce parti aujourd'hui plutôt en voie de disparition. La France Insoumise (LFI) dont le candidat avait obtenu un très bon résultat au premier tour en 2017 est aujourd'hui plutôt en difficulté pour différentes raisons, en particulier la personnalité radicale et controversée de son chef et surtout la division du parti avec un positionnement de certains dans la mouvance islamo-gauchiste, alors que d'autres seraient prêts à voter RN en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire dans notre pays. Quant à LR, après l'élimination organisée de son candidat dont la victoire était pourtant annoncée en 2016, l'élection de M. Emmanuel Macron l'a assommé et désorganisé. Le Président élu a bien compris que son intérêt était de

profiter de cette situation sans perdre de temps pour faire exploser les deux grands partis à gauche et à droite. C'est ainsi qu'une grande partie des responsables politiques de LR se sont ralliés au nouveau Président. Aujourd'hui ce parti est complètement affaibli et divisé, sans véritable ligne directrice, avec des personnalités qui ne partagent plus les mêmes convictions et qui reste globalement, il faut bien l'admettre, toujours soumis à la pression moralisatrice exercée par la gauche. Que peut-on dans ces conditions attendre de son candidat – dont on ne sait rien à ce stade, aucune personnalité ne sortant du lot – dès lors qu'il sera un candidat de compromis issu de nouvelles primaires ou pas et dont on ne perçoit toujours pas le positionnement sur des thématiques essentielles liées à l'identité, la sécurité, la souveraineté, totalement occultées en 2017 par une campagne focalisée sur la déstabilisation du candidat de la droite.

Alors, face au Président sortant, il ne resterait que le RN dont la présidente est en effet candidate déclarée. C'est précisément la stratégie élaborée par M. Emmanuel Macron dès le début de son mandat : créer les conditions de l'éclatement, voire de la disparition des partis comme le PS ou LR et favoriser le RN pour qu'il soit à nouveau sélectionné pour le second tour en 2022. C'est le scénario privilégié par le président actuel qui compte bien en tirer le bénéfice en battant une nouvelle fois Marine Le Pen. Sa stratégie est-elle la bonne ? Il est difficile de l'affirmer avec certitude car en 22 mois des événements inattendus peuvent encore se produire. Cela dit, il faut bien admettre, c'est mon avis, que si nous retrouvons Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour en 2022, cette dernière sera à nouveau battue. Nous devons donc empêcher ce scénario de se répéter. Nous devons mettre en échec cette stratégie du Président, une stratégie contraire aux intérêts des Français.

Par ailleurs, si Marine Le Pen est candidate depuis un bon moment, j'ai quelques doutes, compte tenu de l'évolution

rapide de la situation avec ce déchaînement contre les biens et les personnes qui se traduit par la mort d'innocentes victimes cachée par les médias et qualifiée d'incivilités par le Président lui-même, sur son diagnostic et sa réponse à y apporter. Car il est urgent d'appeler un chat un chat et de relier clairement cet « ensauvagement » de la société à cette immigration de masse, non contrôlée, de culture non seulement incompatible mais hostile à notre civilisation et à notre culture qui plonge notre pays dans la barbarie. C'est la France orange mécanique qui se dévoile. Et cette culture incompatible avec la nôtre s'appelle islam. Mais nos élites politiques sont coupables de ne pas vouloir le comprendre alors qu'il suffit d'analyser les textes fondateurs de ce corpus politico-religieux totalitaire. Et même Marine Le Pen ne me semble pas être capable ou même vouloir faire le bon diagnostic qui conditionne pourtant les bons remèdes à adopter pour changer les choses dans la mesure où elle-même déclarait, il y a quelque temps à un journaliste de TF1, que « l'islam est compatible avec la République ». D'ailleurs, elle vient même d'exclure un quart des personnalités composant la commission d'investiture, haute instance de la direction du RN, à moins d'un an des élections régionales. Elle écarte, en fait, des représentants de la tendance identitaire pourtant essentielle dans le combat qui doit être engagé aujourd'hui. C'est bien la preuve qu'elle envisage une inflexion dans son discours, précisément au moment où il ne faut pas fléchir. Elle pourrait donc décevoir nombre de patriotes qui la suivent jusqu'à présent. Cette décision pourrait, de plus, créer quelques remous au sein du RN.

Quant à sa dernière tribune intitulée « l'assimilation républicaine, condition indispensable à la cohésion de la Nation », on a l'impression qu'elle manque de lucidité et de réalisme. En effet, depuis quarante ans, nos dirigeants politiques ont lâchement renoncé à ce principe essentiel pour la cohésion de la nation – honte à eux ! – et aujourd'hui il est trop tard. Elle n'a manifestement pas compris qu'on peut

assimiler des individus mais pas des peuples. Or c'est bien de cela dont il s'agit, des peuples qui n'ont rien de commun avec notre culture et qui sont arrivés sur notre territoire, souvent par effraction, et ne veulent pas de nos principes. Ils sont inassimilables. Pour retrouver un minimum de cohésion, il faut au contraire permettre leur retour dans leurs pays d'origine. Il faut défendre le peuple français et pour le défendre il faut, en tout premier lieu, refuser ce qui précisément le détruit. Tout cela me conforte dans l'idée que la présidente du RN n'est pas la représentante de tous les patriotes et qu'elle pourrait même, avec ses dernières déclarations et décisions, semer le trouble.

Alors vous me dites que de nombreux Français espèrent la venue d'un homme fort, capable de fédérer autour de lui l'ensemble de la famille. Et vous poursuivez en me demandant si je pense pouvoir être cet homme ? Avant de pouvoir répondre à une telle question, il faut bien reconnaître que le simple fait de la poser traduit la nécessité aujourd'hui de l'émergence d'un homme fort compte tenu de la gravité de la situation. Mais qu'est-ce qu'un homme fort dans ces circonstances dramatiques ? Je crois sincèrement que l'homme fort dont vous parlez n'existe pas en tant que tel. Il ne se décrète pas par sa simple volonté. En revanche, je dirais plutôt qu'il le devient ou peut le devenir au terme de trois séquences successives et liées.

Sa force réside tout d'abord dans le degré de confiance qu'il est en mesure d'établir avec les citoyens en leur délivrant un message de vérité sur la situation du pays et donc sur la nécessité d'une rupture totale pour inverser le cours des choses. Une crise ou une fracture identitaire n'est pas de même nature qu'une crise économique. Si la seconde peut être gérée, corrigée dans le temps, réglée à terme, la première, lorsqu'elle est engagée, n'offre que deux possibilités : la résignation et c'est la voie de la disparition à terme du peuple autochtone (l'exemple du Kosovo est emblématique), ou

le refus de cette perspective en prenant des décisions propres à inverser le processus en cours avec des conséquences qu'il faut assumer.

Ensuite, cette force repose en fait sur l'adhésion du plus grand nombre de citoyens convaincus par le message de vérité sur la situation, sur le diagnostic et les remèdes proposés. Ce point est capital car sans les autres, le chef n'est rien, n'aura aucun pouvoir et ne pourra donc engager aucune action efficace. On constate donc que finalement c'est le peuple lui-même qui modèle l'homme fort par son adhésion à sa démarche parce que différente des autres, ce dernier étant en retour conforté dans les décisions qu'il est amené à prendre, conformes et cohérentes avec ce que souhaite ou réclame le peuple dans un domaine capital – ne l'oublions pas – car il s'agit de sa propre existence et de sa survie.

Enfin, une fois élu, la force de cet homme résidera dans sa fidélité dans le projet qu'il aura porté et qui aura donc été approuvé par une grande partie du peuple, et par sa détermination à le mettre en œuvre en ayant toujours à l'esprit le souci du bien commun et l'intérêt de l'État et de la nation, principes complètement bafoués par les dirigeants qui se sont succédé depuis de très nombreuses années. Au point qu'aujourd'hui, l'État trahit même la Nation, ce qui va à l'encontre du bien commun.

Ce n'est donc qu'à l'aune de la mise en œuvre et de l'application concrète du projet porté qu'on pourra affirmer qu'il s'agit bien de l'homme fort attendu.

Puis-je donc penser pouvoir être cet homme fort dont vous parlez ? Ce que je peux simplement vous dire au regard des trois séquences ou conditions que je viens d'évoquer, c'est que s'agissant de la première et de la troisième, mes convictions et ma détermination sont entières et me permettent d'affirmer que je m'y tiendrai. Je préciserais d'ailleurs pour cette troisième séquence, pour anticiper des questions

légitimes, qu'à ce stade du processus, un moratoire serait décidé sur les conventions internationales ou institutions supranationales qui musèlent notre souveraineté et entravent notre liberté d'action sur des sujets sur lesquels le peuple doit pouvoir s'exprimer. Ce moratoire temporaire doit nous permettre de nous libérer de ce carcan pour appliquer les mesures propres à stopper la fracture identitaire et culturelle en cours et à inverser cette dérive criminelle. En revanche, je n'ai aucune maîtrise sur la deuxième séquence qui est capitale. Et qui conditionne le passage à la troisième séquence. C'est donc des citoyens que dépend la réponse à votre question. En tout cas, pour ce qui me concerne, je suis prêt à mener ce combat à son terme si on me le permet.

Et pour cela, il me semble, mais cela n'engage que moi, qu'il faut à présent tenter de rassembler – hors ou au-delà des appareils politiques qui ont démontré leur inefficacité, leur impuissance face aux vrais défis – tous les Français patriotes et donc tous les électeurs qui ont conscience de l'état de notre société, résultat de quarante années de laxisme et de manque de clairvoyance. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de m'engager hors des partis politiques. Il faut que les citoyens réalisent que seule une révolution politique, une rupture complète, un changement total du paysage politique sont aujourd'hui indispensables. Il faut que nous puissions retrouver les moyens d'exercer le pouvoir avec efficacité pour le bien commun et dans l'intérêt de l'État et de la Nation, et ces moyens se résument en un mot : la puissance. Car cette dernière constitue l'essence même du politique. Le politique ne peut pas, en effet, par définition être impuissant. Cela n'a pas de sens. C'est pourtant l'impuissance qui caractérise nos dirigeants depuis de nombreuses années car en réalité ce ne sont pas des politiques mais des gestionnaires. La puissance doit au contraire permettre d'assurer à la fois la sécurité et la concorde. Aujourd'hui, on en est très loin. Actuellement, pour masquer leur impuissance, leur manque de vision pour la France, nos gouvernants ne cessent de parler de

la République, de pacte républicain, de front républicain, d'état de droit républicain, des valeurs de la République. Le Président a même évoqué récemment le patriotisme républicain, ce qui ne veut rien dire. Il pense peut-être que le patriotisme est né avec la République. C'est ridicule. Non, la République est née de la Révolution dans la violence. Le patriotisme c'est l'amour de la France, cela n'a rien à voir avec la République. Mais que font-ils, que fait-il de la France et de la démocratie ? Cette dernière n'est-elle pas le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ? Quand ce dernier a-t-il été consulté sur cette immigration non souhaitée ? Je considère que le peuple doit pouvoir s'exprimer sur ce type de sujet puisqu'il conditionne son avenir. Et il serait grand temps qu'il soit consulté. En tout cas, je suis, pour ma part, partisan de l'introduction d'une dose de démocratie directe dans nos institutions. La force d'un homme politique réside, à mon avis, dans l'amour qu'il porte à son peuple et à son pays, dans sa détermination à les protéger et à défendre ses intérêts. C'est loin d'être la cas aujourd'hui.

Je me présente pour délivrer un message différent aux Français

Riposte Laïque : Si votre candidature aboutit, et que vous obtenez les 500 signatures, vous allez être accusé de diviser le camp patriote. Que répondez-vous à cela ?

Général Antoine Martinez : Vous savez, je n'ai jamais imaginé être un jour candidat à l'élection présidentielle. Cela n'a jamais été mon ambition. J'aurais pu continuer à tenir mon rôle de lanceur d'alerte et de président des VPF pour défendre notre identité menacée et participer à la lutte contre l'islamisation de notre pays avec cependant une efficacité toute relative dans la mesure où les médias non alternatifs nous ignorent totalement. Je note qu'à deux reprises, à la suite de prises de position personnelle ayant particulièrement déplu au pouvoir politique, j'ai été menacé de sanctions par mon ministère de tutelle. La première fois, en mars 2016, lorsque j'ai pris la défense du général Piquemal et critiqué

le gouvernement dans sa gestion de la crise de Calais, la seconde, en début d'année 2019, après ma lettre ouverte au président de la République signée par un ancien ministre de la Défense et une douzaine d'autres généraux et portant sur la signature du Pacte de Marrakech. Les médias n'en ont jamais parlé. Pourtant, cette lettre au président de la République sur le Pacte de Marrakech signée par une douzaine de généraux constituait un événement historique. Elle a d'ailleurs fait le tour du monde. Au moins ma candidature me permettra, je l'espère, de porter publiquement, à l'adresse des Français, un message dérangeant, j'en suis sûr, mais indispensable et auquel ils n'ont pas tous accès aujourd'hui en raison de l'omerta médiatique qui est une forme de censure.

Cela dit, j'avoue ne pas comprendre cette spirale suicidaire pour la France et la nation dans laquelle sont engagés depuis des années nos dirigeants malgré l'évidence du drame qui se prépare et qui commence à se concrétiser avec cette violence, cet ensauvagement, cette barbarie qui s'installent chaque jour un peu plus. Comment peut-on accepter de faire souffrir son peuple à ce point et l'emmener ainsi au désastre en refusant de faire respecter et d'appliquer la loi ? Il est difficile dans ces conditions, en effet, de ne plus voir dans ce que certains pourraient encore appeler déni autre chose qu'une volonté délibérée de favoriser ou de créer la fracture identitaire actuellement à l'œuvre et qui répond en fait à cette idéologie progressiste et mondialiste qui vise la destruction des nations pour le plus grand intérêt de l'oligarchie financière apatride. Les victimes innocentes sacrifiées sur l'autel de cette idéologie feraient ainsi partie des dégâts collatéraux inévitables et acceptés par les tenants de l'oligarchie financière. On comprend alors mieux le choix du terme « incivilités » plus adapté pour masquer la réalité et banaliser des actes criminels et barbares.

Nous avons ainsi assisté ces derniers mois, dès la fin du confinement imposé par la crise sanitaire, à l'effondrement

caractérisé de l'État de droit avec non seulement des dégradations de notre patrimoine, des attaques de notre histoire et de nos héros, mais surtout la perte inacceptable de vies innocentes qui sont, je le répète, des meurtres racistes. Il suffit, pour s'en convaincre de nommer les victimes et les bourreaux. C'est une évidence. Alors, combien de morts le peuple français hébété devant cette inaction coupable et condamnable de nos dirigeants et le silence de nos médias acceptera-t-il avant de se manifester ? Ma décision est donc récente et n'était pas prévue, mais elle s'est imposée à moi en raison de ce qu'on peut considérer au minimum comme du renoncement ou de la démission de nos dirigeants. On ne peut pas rester silencieux devant une telle situation. Le but premier de ma démarche est donc de créer un électro-choc, une réaction non seulement des patriotes mais de tous les citoyens conscients de la menace qui pèse sur leur avenir et qui se sentent trahis.

Mon premier grand obstacle à franchir sera bien évidemment l'obtention des 500 signatures. On peut faire confiance au pouvoir et à tous les agents de pression qui lui sont soumis pour savonner la planche et m'empêcher de les obtenir. Nous verrons bien. Mais dans l'hypothèse que vous évoquez avec les 500 signatures assurées, l'accusation de diviser le camp patriote est-elle justifiée ? Au moment de mon appel aux Français le 10 juillet dernier, seule Marine Le Pen est déclarée depuis plusieurs mois déjà. Pour autant, représente-t-elle tous les patriotes ? Je l'ai déjà dit, je ne le pense pas. Alors, combien et qui sont à ce stade les autres candidats représentant le monde patriote ? Nous ne le savons pas. J'objecterai donc que votre question pourrait être posée également aux autres candidats lorsqu'ils décideront d'annoncer leur candidature et qu'ils seront connus. Après tout, ma candidature n'est pas moins légitime ni plus porteuse de division que la leur. Mais je compléterai ma réponse que certains pourraient juger un peu courte. Tout d'abord, si on se reporte aux résultats du premier tour de l'élection

présidentielle en 2017 (chiffres du ministère de l'Intérieur), à l'exception de Marine Le Pen obtenant 21,30 % des suffrages exprimés, seuls Nicolas Dupont-Aignan et François Asselineau ayant obtenu respectivement 4,70 % et 0,92 % peuvent prétendre représenter les patriotes. Y aura-t-il d'autres candidats que ces derniers pour la prochaine élection ? Nous n'en savons rien. Par ailleurs, le candidat LR, François Fillon, obtenait 20,01 % des voix mais, malgré la cabale dont il a été victime, appelait à voter pour Emmanuel Macron au second tour. En tout état de cause, rien ne permet de penser que les choses seraient très différentes en 2022. Les dernières élections européennes ont d'ailleurs conforté et concrétisé la stratégie du Président Macron : tout faire pour que le RN soit son seul opposant crédible en 2022. Et comme je l'ai dit précédemment, il faut tout faire pour empêcher ce scénario de se reproduire, sinon nous aurons le même résultat et pour le coup, un point de non-retour serait atteint pour l'avenir du peuple français définitivement scellé, à moins que... la révolution.

Par ailleurs, si j'ai pris cette décision, c'est pour délivrer un message différent en partant d'une réalité jusqu'à présent malmenée par la propension des responsables des partis politique qui édulcorent les faits gênants, les minimisent ou utilisent la langue de bois souvent par clientélisme. Ce ne sera pas mon cas. Mon message ne sera pas le produit de réflexions qui sélectionnent le discours prudent qui ménage la chèvre et le chou selon l'expression consacrée, mais celui de la réalité pas bonne à entendre car se référant aux véritables causes qui ont plongé la France dans la situation actuelle. Par exemple, si on me pose la question, je ne dirai pas que l'islam est compatible avec la République, car je ne peux pas dire l'inverse de ce que je pense. Le diagnostic de départ et la réponse qui en découlent seront donc totalement différents de ceux des autres candidats. Enfin, j'ajouterai que l'une des premières conditions pour redresser une situation désastreuse et redonner confiance aux Français c'est de rétablir l'ordre et la loi y compris par la force légitime de l'État. Avoir

servi l'État et la Nation sous l'uniforme marque une différence avec les autres candidats dans l'approche de l'exécution de cette mission régaliennne qui est essentielle notamment en période de troubles à l'ordre public que nous connaissons, en particulier depuis la sortie du confinement.. Alors, dans ce contexte particulier, ma candidature serait-elle facteur de division ou pourrait-elle plutôt être facteur de rassemblement ?

Voici ce que seront mes lignes directrices

Riposte Laïque : Sur quels thèmes envisagez-vous de faire campagne, et comment espérez-vous percer l'omerta médiatique ?

Général Antoine Martinez : Vous savez, nous ne sommes plus dans les années 1970 ou 1980, voire 1990, période au cours de laquelle, notamment après la fin de la Guerre froide, il fallait comme l'avait proclamé sottement – le même qui osait déclarer aussi sottement que Al Nosra faisait du bon boulot en Syrie aux côtés de l'État islamique – « engranger les dividendes de la paix ». Au cours de cette période, le combat politique portait en très grande partie sur le thème de l'économie. C'est ainsi que la droite et la gauche s'affrontaient pour le pouvoir sur des enjeux essentiellement économiques. Tous ont alors négligé pendant des décennies le domaine régalien et le problème de l'immigration. Le résultat, nous l'avons aujourd'hui. La guerre nous a été déclarée et les morts innocentes sur notre territoire se comptent par centaines, les blessés par milliers.

Eh bien ces deux thèmes, le régalien et l'immigration, seront au centre du programme que je défendrai. Je ne vous dresserai pas ici un catalogue de mesures. Ce n'est ni le lieu ni le moment. Ce que je peux cependant vous dire c'est que pour renverser le cours d'une situation devenue insupportable et inacceptable, il nous faudra, pour appliquer les mesures arrêtées, décider d'un moratoire pendant au moins un quinquennat, voire une dizaine d'années, sur les conventions

internationales ou traités qui nous lient à des normes établies par des institutions supranationales et qui musèlent notre souveraineté qui doit être retrouvée notamment pour ces deux thèmes évoqués. J'ajoute, parce que je suis un démocrate soucieux du bien commun et de l'intérêt de l'État et de la Nation que j'ai servis sous l'uniforme – nos dirigeants et particulièrement le premier d'entre eux n'ont pas la même définition de ces notions, c'est évident – que l'application des mesures qui seront adoptées se fera dans le respect de l'état de droit qui régit le fonctionnement d'une démocratie. Je rappelle simplement que le problème posé ici n'est pas celui du droit mais celui de la volonté politique c'est à dire l'exercice de l'autorité, l'exercice de la puissance que ce soit à l'extérieur comme à l'intérieur. Et il faut donc expliquer aux électeurs que cette puissance, cette volonté politique n'est pas immorale car elle ne s'affranchit pas du droit qui n'en est pas absent. Simplement, la volonté politique précède le droit car la politique préexiste au droit qui n'est, il faut le rappeler, qu'un outil qui bien sûr porte en lui la contrainte mais répond à la nécessaire conciliation entre politique et morale.

Le droit suppose donc l'existence d'une volonté politique, d'une unité politique déjà constituée. Il comporte également un aspect moral car il suppose la prise en compte de valeurs et de fins admises au préalable par la société. C'est ainsi que le droit facilite l'action de cette volonté en lui conférant la légitimité. Le droit est donc un outil qui légitime l'action du politique. Et donc, lorsque la nation, est menacée dans son identité, dans sa survie en raison de la lâcheté ou de l'accompagnement de ce processus de changement de peuple engagé à bas bruit par des dirigeants qui bafouent la Constitution et les lois de la République, on peut penser que s'ils ne considèrent pas trahir la nation, au moins font-ils preuve d'absence totale de volonté politique. Mais peut-être l'exercent-ils contre l'intérêt du peuple français. Cette volonté politique doit donc s'exercer aujourd'hui dans

l'intérêt non pas d'une société pluriculturelle qui constitue le meilleur moyen conduisant au refus de vivre ensemble avec des conséquences évidentes comme la libanisation du pays – donc du sang et des larmes – mais dans l'intérêt du peuple français dont il faut défendre son identité et son unité.

Et dans cette perspective, avec le moratoire mentionné plus haut, il faudra stopper cette immigration extra-européenne de peuplement, cette submersion migratoire hostile à notre culture, supprimer le regroupement familial, appliquer la loi sur les clandestins et déboutés du droit d'asile, ce qui n'est pas fait aujourd'hui. Ce dernier devra d'ailleurs être revu pour lui rendre sa vocation alors qu'il est devenu un moyen favorisant l'immigration illégale. L'AME sera évidemment, ainsi que toutes les aides qui constituent un appel d'air pour cette immigration, supprimée. Par ailleurs des sanctions financières lourdes seront appliquées contre les employeurs de clandestins. S'agissant de l'immigration de travail, elle sera instaurée sur la base de contrats de travail (durée de cinq ans, non renouvelable, avec retour dans le pays d'origine à l'issue). Le code de la nationalité sera réformé, le droit du sol supprimé ainsi que la binationalité pour les extra-Européens. La préférence nationale sera instaurée ce qui signifie que les aides et prestations sociales et familiales ne seront servies qu'aux Français. La politique de la famille sera réformée pour assurer le renouvellement démographique.

Ces quelques mesures non exhaustives s'inscrivent dans un projet qui a pour but, vous l'aurez compris, d'inverser le flux migratoire, je dis bien inverser et inciter ceux qui n'ont pas vocation à rester dans notre pays et qui ne bénéficieront plus de nos prestations sociales à rentrer dans leur pays d'origine. Car sur le simple plan économique, le coût financier de l'immigration pour la France est devenu exorbitant et met en danger tout notre système. En outre, ceux qui ont pris les armes contre la France seront systématiquement expulsés vers leur pays d'origine avec leur

famille après avoir purgé leur peine. Il en sera de même pour les délinquants. Pour les terroristes, la solution d'un bain doit être posée.

D'autre part, une réflexion doit être menée sur le fonctionnement de nos institutions. Sans remettre en cause la démocratie représentative (représentation parlementaire), une dose de démocratie directe devrait y être introduite. Le peuple a, en effet, son mot à dire sur des sujets qui conditionnent son avenir. S'il avait été consulté régulièrement sur l'immigration, nous n'en serions probablement pas au point atteint aujourd'hui. Quant à l'Union européenne (UE) telle qu'elle fonctionne, elle ne correspond certainement pas aux attentes des peuples européens qui sont totalement ignorés. Le dernier Conseil européen aurait, pour le président de la République, obtenu un succès historique alors qu'en fait il consacre la neutralisation et la soumission des États-membres au profit du projet d'une Europe fédérale que les peuples ne veulent pas car ils sont dorénavant pieds et poings liés en raison des dettes contractées sur le long terme. C'est ce que le Président français appelle la souveraineté européenne. En fait, il méprise son peuple et en réalité, cette UE n'a cessé de démontrer son incompetence, son incapacité et finalement son échec. La crise du Covid-19 au cours de laquelle le mot d'ordre était « chacun pour soi » l'a démontré. L'invasion migratoire de 2015 qui était pourtant prévisible constitue un autre exemple flagrant de son échec par son incapacité à protéger les frontières extérieures de l'Europe et donc ses citoyens. Et rappelons que les rares fois où les peuples sont interrogés, ils ne sont pas écoutés (référendum sur le traité constitutionnel en 2005). Cette UE doit être réformée et il nous faudra retrouver notre souveraineté. Cette dernière ne peut être que nationale car il n'existe pas d'État ni de peuple européens. Il faut que nous puissions dire qui peut entrer sur notre territoire et qui doit en sortir. Et cette souveraineté devra également permettre à la France de

retrouver son indépendance dans des domaines considérés comme stratégiques. Quant à l'Otan, si cette organisation est en état de mort cérébrale, il faut la quitter.

Voilà quelques lignes directrices qui donnent le tempo et démontrent, j'en suis persuadé, une approche totalement différente de celles communément proposées par des candidats souvent enclins à la langue de bois et au clientélisme. Mais pour rétablir et même renverser une situation plus que dramatique pour la nation, un retour à l'ordre et à la loi pour permettre à une volonté politique ferme de s'exercer est indispensable. Nos compatriotes doivent bien le comprendre. Et tout dépend finalement d'eux, de leur choix, de leur bulletin de vote. Cela dit, il est temps que le peuple se réveille. Il n'a plus beaucoup de temps devant lui pour renverser la situation.

Quant à la seconde partie de votre question « comment espérez-vous percer l'omerta médiatique ? », je dirais que nos équipes commencent à y travailler. Des comités de soutien à ma candidature sont en voie de formation non seulement sur l'ensemble du territoire mais même à l'étranger. Il est possible de les rejoindre en s'inscrivant sur <https://www.comites-patriotes.com/>

Un certain nombre de tâches leur seront confiées pour assurer un bon déroulement de la campagne et ils participeront donc activement à la levée de cette omerta médiatique. Je n'en dirai pas plus pour l'instant.

Conférence de presse à Paris au mois de septembre...

Riposte Laïque : Quelles sont les prochaines échéances du candidat Antoine Martinez ?

Général Antoine Martinez : Ces échéances sont fixées à la rentrée. En septembre, probablement mi-septembre, nous organiserons une conférence de presse à Paris au cours de laquelle je rappellerai les raisons de ma candidature. J'y

présenterai également les membres de mon équipe de campagne et délivrerai un certain nombre d'informations portant notamment sur les comités de soutien à ma candidature. J'annoncerai également mon retrait de la présidence des VPF pour me consacrer à la campagne présidentielle.

De plus, au début du mois d'octobre notre rendez-vous national et annuel aura lieu en province. Il sera particulièrement chargé puisqu'il sera axé sur ma candidature. Deux sujets importants seront évoqués et discutés. Le premier porte sur le gouvernement de relève dont le projet a été présenté à Paris, le 25 janvier dernier. Il faut à présent le compléter, le finaliser, le perfectionner, le peaufiner. Le second portera sur la préparation du programme politique pour la campagne présidentielle dont quelques lignes directrices ont été formulées ici.

Vous le voyez, la rentrée sera très studieuse. Nous nous y préparons.

Propos recueillis par Pierre Cassen

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelques chose, mon Général ?

Général Antoine Martinez :

Arrivé au terme de cette interview au cours de laquelle j'espère avoir fait part de ma détermination pour mener ce combat légitime jusqu'au bout si le pouvoir m'était confié par le peuple, je souhaiterais tout d'abord vous remercier personnellement, Pierre, pour m'avoir donné l'occasion de m'exprimer après l'annonce de ma candidature. Mais je tiens également à vous remercier pour votre engagement et pour tout

ce que vous faites depuis de nombreuses années dans ce combat capital pour la France et la nation qui nous est commun.

Je voudrais ensuite m'adresser à nos compatriotes pour leur dire qu'il faut maintenant qu'ils se réveillent et qu'ils sortent de leur léthargie dans laquelle ils ont été plongés depuis de nombreuses années par une propagande droitdelhommiste dont il est urgent de se défaire à présent. Cette propagande a été instillée notamment par l'État lui-même par le biais notamment d'une Éducation nationale aux mains des pédagogistes et qui les a formatés, enfermés dans un état d'esprit dominé par la haine de soi et la repentance totalement injustifié. Le problème est qu'ils n'en sont même plus conscients tellement le formatage a été efficace. Il faut donc qu'ils le réalisent très vite et se lèvent contre cette ignominie.

Contrairement à ce qu'on leur a inculqué pendant ces quatre dernières décennies, ils ne sont coupables de rien. Le peuple français – il faut le lui rappeler, car il ne le sait plus – est un grand peuple, héritier d'une riche histoire, d'une grande civilisation, de culture grecque, romaine et judéo-chrétienne, le christianisme étant le trésor de toute l'Europe car il a rendu possible l'instauration d'un espace politique autonome en Occident contrairement à d'autres civilisations. Et s'il fallait trouver une seule explication au développement des nations occidentales dont les racines plongent dans le christianisme, c'est bien là qu'il conviendrait de chercher. C'est en effet de cette tension entre foi et raison inhérente au monde chrétien qu'a jailli l'esprit de la liberté, la liberté de conscience, la liberté de penser, l'esprit de curiosité notamment scientifique, l'esprit de conquête, tout ce qui nous a amenés au stade de développement qui est le nôtre aujourd'hui et qu'on nous envie, tout ce qui a cruellement manqué à d'autres civilisations comme l'islam en particulier et qui les a maintenues et les maintient toujours dans la misère, dans la violence et dans l'obscurantisme.

C'est bien cette grande différence de développement qui est à l'origine de ces flux migratoires non européens vers l'Europe. Il y a donc une contradiction majeure de la part de ces populations qui affluent sur nos territoires pour des raisons évidentes de vouloir mieux vivre mais résolument opposées à l'abandon de leur culture pourtant à l'origine de leur misère.

Mais nos compatriotes doivent savoir que cette contradiction est utilisée – et n'en est donc plus une – par les tenants de l'islam conquérant qui, avec l'État islamique, ont déclenché en 2015, avec l'invasion toujours en cours, cette attaque sans précédent des peuples européens. La guerre nous a été déclarée et nos dirigeants ne s'en préoccupent nullement. Alors, il faut rappeler à nos dirigeants et plus particulièrement au premier d'entre eux qu'il n'est que le fondé de pouvoir d'un souverain qui s'appelle le peuple et que son absence de réaction à cette situation de guerre constitue un manquement grave à ses devoirs incompatible avec l'exercice de ses fonctions de président de la République.

J'invite donc nos compatriotes à me rejoindre dans ce combat qui est nécessaire pour libérer le peuple de la soumission vers laquelle nos dirigeants le conduisent et pour retrouver la grandeur de cette France que nous chérissons mais qui est aujourd'hui martyrisée et rendre à son peuple sa fierté. « La politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire » (Richelieu). Alors, allons-y !

Propos recueillis par Pierre Cassen